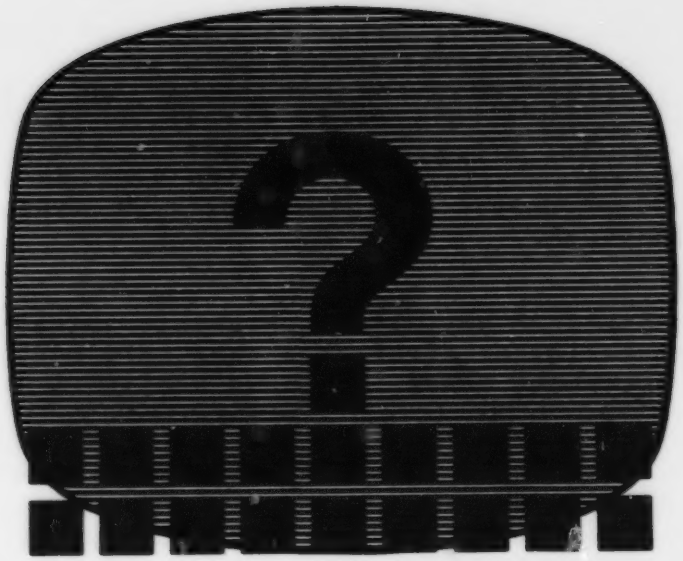

ÉCONOMIE DE L'INDUSTRIE DE LA TÉLÉVISION PRIVÉE AU QUÉBEC

Étude réalisée
dans le cadre du rapport sur l'avenir
de la télévision francophone

Canada

Québec

L'auteur de cette étude est monsieur Claude Garon du ministère des Communications du Québec. Elle a été réalisée, en janvier 1985, pour le compte du Comité fédéral-provincial sur l'avenir de la télévision francophone, mis sur pied par les ministres des Communications du Québec et du Canada, en vue d'étudier la situation de la télévision francophone au Québec et au Canada et de proposer des axes de développement.

La présente étude ainsi que quinze autres études, certaines originales et d'autres à caractère documentaire, ont servi d'instrument de réflexion au comité et lui ont permis d'élaborer les orientations proposées dans le rapport sur L'avenir de la télévision francophone rendu public en mai 1985. La liste des seize titres apparaît à la dernière page de cette étude.

Édition réalisée à la Direction des communications du ministère des Communications du Québec

Gouvernement du Québec
©
Gouvernement du Canada
Dépôt légal - 4e trimestre 1985
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-550-12432-4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Introduction	1
1. Méthodologie	3
1.1 Importance et évolution	3
1.2 Impact économique direct et indirect	3
1.3 Rentabilité et risque financier	4
2. Analyse	7
2.1 Importance et évolution	7
2.1.1 Les recettes	12
2.1.2 Les dépenses	14
2.1.3 La valeur ajoutée	15
2.2 Impacts totaux (directs et indirects) sur l'économie	17
2.3 Rentabilité et risque financier	21
Conclusion	27

INTRODUCTION

La présente étude poursuit plusieurs objectifs. En premier lieu, elle déterminera l'importance et indiquera l'évolution économique de la télévision privée au Québec. Elle comparera l'importance et l'évolution économique de la télévision privée du Québec et celles de l'Ontario et du Canada. En outre, elle définira l'impact économique direct et indirect de la télévision privée sur l'économie du Québec et le mesurera au secteur manufacturier. De plus, elle analysera la rentabilité de l'industrie de la radio et de la télévision privée au Québec et la comparera à d'autres secteurs de l'économie. Enfin, elle vérifiera le risque financier d'investir dans cette industrie en le confrontant à d'autres secteurs de l'économie.

1. MÉTHODOLOGIE

1.1 Importance et évolution

Pour déterminer l'importance et l'évolution de la télévision privée au Québec, nous analyserons en valeur absolue de 1974 à 1983 inclusivement, les variables suivantes: nombre de firmes, recettes, dépenses, profits ou pertes, valeur ajoutée, main-d'oeuvre et rémunération, investissements.

Ensuite, nous comparerons les résultats de cette analyse de l'industrie québécoise avec ceux de l'Ontario et du Canada.

Relativement, pour posséder un certain ordre de grandeur de l'importance de l'industrie de la télévision privée au Québec, nous comparerons, de 1974 à 1983 inclusivement, les recettes, la valeur ajoutée, la main-d'oeuvre et les rémunérations avec les ventes totales au détail, le produit intérieur brut, l'emploi total et la rémunération totale du Québec respectivement. Pour jauger son importance au Québec, nous confronterons ces ratios à ceux correspondants de l'Ontario et du Canada.

Pour mieux saisir le comportement et l'évolution de cette industrie, nous analyserons plus en détail les principales composantes des recettes, des dépenses et de la valeur ajoutée. Nous comparerons ces répartitions à celles de l'Ontario et du Canada.

1. Valeur ajoutée = salaires, amortissements, intérêts et profits avant impôts

1.2 Impact économique direct et indirect

Pour connaître les impacts directs et indirects de cette industrie sur les principaux facteurs de l'économie québécoise (main-d'oeuvre, salaires, impôts, industries québécoises, importations...) nous utiliserons le modèle intersectoriel du Québec.

Le modèle intersectoriel est un modèle d'analyse de la propagation de la demande dans l'économie québécoise qui exploite les relations d'échanges en biens et services, observées entre ses divers secteurs, ces derniers se subdivisant en secteurs de la demande finale et en secteurs productifs. Le modèle permet ainsi de calculer les variations requises dans les niveaux d'activité et, par conséquent, dans la consommation des intrants intermédiaires et primaires des divers secteurs industriels de l'économie pour répondre à une variation exogène de la demande originant de l'un quelconque de ces secteurs, qu'il s'agisse d'un secteur productif ou d'un secteur de la demande finale.

En outre, pour mieux situer l'importance des impacts sur l'économie, nous les comparerons aux impacts du secteur manufacturier.

1.3 Rentabilité et risque financier

Pour déterminer la rentabilité et le degré de risque de l'investissement dans l'industrie de la radio et de la télévision privée du Québec, nous utiliserons les états financiers de 1981 desquels nous ne tirerons que des ratios; ces derniers étant plus significatifs que les sommes absolues.

Et, afin de mieux évaluer l'intérêt d'un investissement dans l'industrie de la radio et de la télévision privée au Québec, nous comparerons ces ratios à ceux de neuf autres secteurs de l'économie. Les secteurs de comparaison seront l'agriculture, les mines de fer, les produits laitiers, les fibres synthétiques, les pâtes et papier, la fonte et l'affinage, les peintures et vernis, les transports et le secteur privé de la radio et de la télévision au Canada.

La rentabilité sera évaluée en calculant, en pourcentage, l'importance des profits sur les actifs, sur les ventes et sur l'équité. De plus, on examinera le nombre de fois que les ventes dépassent la valeur des actifs.

Le risque financier sera mesuré en vérifiant la qualité de bon payeur des clients (un ratio), en regardant la capacité du secteur à payer les dettes à court terme (deux ratios) et en jaugeant la structure financière du secteur.

Il aurait cependant été intéressant de faire l'exercice sur plusieurs années; cela aurait permis de vérifier l'évolution de la profitabilité de l'investissement dans l'industrie de la radio et de la télévision privée au Québec.

2. ANALYSE

2.1 Importance et évolution

L'industrie de la télévision privée fournit un apport important à l'économie du Québec. En 1983, cette industrie a généré, en valeur ajoutée, une somme supérieure à 100 M $. La valeur ajoutée correspond à la somme des salaires, des amortissements, des intérêts et des profits avant impôts et représente 60% des recettes qui s'élèvent à 181 M $ (cf. tableau 1).

En 1983, cette industrie a dépensé plus de 154 M $, dont 52 M $ pour rémunérer près de 1 600 employés. En outre, elle a fait 33 M $ de profits bruts pour lesquels elle a payé des impôts.

À l'exception du nombre de stations et malgré le fait qu'elle ait connu depuis 1974 une croissance de 255% pour les recettes et de 231% pour la valeur ajoutée, l'industrie québécoise de la télévision privée est depuis 1979 en perte de vitesse au Canada.

En effet, de 1979 à 1983, relativement à l'ensemble canadien, les recettes ont diminué de 25% à 22%, les dépenses de 24% à 22%, la valeur ajoutée de 26% à 23%, les profits de 36% à 22%, le nombre d'employés de 27% à 23% et les rémunérations de 27% à 25%.

Divers facteurs peuvent expliquer la baisse relative de 29 M $ dans les recettes: une diminution de 5% dans les ventes au détail entraînant un manque à gagner le 10 M $; l'interdiction, depuis 1980, de la publicité destinée aux enfants provoquant une baisse de 8 M $; et une diminution de 2,7 M $ de la publicité gouvernementale québécoise à la télévision privée.

Par ailleurs, CEGIR[1] avance deux autres causes à la baisse des recettes: D'une part, le fait que les annonceurs réagissent négativement à la taxe de 2% sur les recettes publicitaires et d'autre part, que ces derniers jugent l'économie du Québec stagnante.

Durant cette même période, l'Ontario maintenait l'importance relative de ses recettes à 40%.

En analysant les investissements, on réalise qu'ils suivent la même tendance, mais en plus prononcée. De 1979 à 1983, leur importance relative au Canada a baissé de 33 à 18%, alors qu'en Ontario, elle est demeurée stable à 30%. (N.B. Les investissements incluent ceux de la radio et de la télévision.)

---

(1) CEGIR: Étude sur le positionnement de l'industrie de la publicité au Québec, mai 1984.

Tableau 1
Principales Statistiques
Stations de télévision privées
Québec, Ontario et Canada

		1974			1977			1979			1981			1983			
		Qtté et $	%	$/firme	Qtté et $	%	$/firme	Qtté et $	%	$/firme	Qtté et $	%	$/firme	Qtté et $	%	$/firme	83 - 74 %
Nom. de firmes	Qué.	13	20,0	-	13	20,0	-	16	21,9	-	17	22,7	-	17	21,5	-	30,7%
	Ont.	19	29,2	-	17	26,2	-	19	26,0	-	19	25,3	-	20	25,3	-	5,3
	Can.	65	100	-	65	100	-	73	100	-	75	100	-	79	100	-	21,5
Recettes	Qué.	51,1	26,3	3,9	81,2	24,5	6,2	119,7	25,3	7,5	161,6	24,8	9,5	181,4	21,8	10,7	255%
000 000 $	Ont.	81,1	41,8	4,3	129,1	39,0	7,6	183,2	38,8	9,6	250,4	38,4	13,2	327,7	39,3	16,3	304%
	Can.	194,0	100	3,0	330,9	100	5,1	472,5	100	6,5	652,4	100	8,7	833,2	100	10,5	329%
Dépenses[1]	Qué.	40,4	23,0	3,1	65,8	23,8	5,1	93,9	24,0	5,9	122,5	7,2	154,0	22,1	22,1	9,1	281%
000 000 $	Ont.	85,8	48,9	4,5	109,4	39,5	6,4	154,5	39,4	8,1	211,9	11,2	272,8	39,2	39,2	13,6	217%
	Can.	175,5	100	2,7	276,8	100	4,3	391,8	100	5,4	532,2	7,1	696,1	100	100	8,8	296%
Profits-pertes	Qué.	12,2	50,2	0,9	19,4	31,7	1,5	34,7	36,2	2,2	39,8	31,2	2,3	32,7	22,0	1,9	-
avant impôts	Ont.	(1,0)	-	(,05)	22,0	35,9	1,3	33,1	34,6	1,7	41,0	32,1	2,2	57,8	38,9	2,9	-
000 000 $	Can.	24,3	100	0,4	61,2	100	0,9	95,8	100	1,3	127,7	100	1,7	148,5	100	1,9	-
Valeur ajoutée	Qué.	32,5	32,8	2,5	51,4	28,3	3,9	77,3	30,6	4,8	98,6	28,5	5,8	107,6	25,5	6,3	231%
000 000 $	Ont.	31,1	31,1	1,6	64,8	35,7	3,8	88,8	35,2	4,7	119,5	34,6	6,3	154,2	36,5	7,7	396%
	Can.	99,1	100	1,5	181,4	100	2,8	252,3	100	3,5	345,6	100	4,6	422,2	100	5,3	326%
Main-d'oeuvre	Qué.	1361	27,1	105	1485	26,1	114	1699	26,7	106	1782	26,0	105	1594	23,1	94	17%
	Ont.	2026	40,4	107	1961	34,5	115	2168	34,1	114	2392	34,9	126	2506	36,3	125	24%
	Can.	5019	100	77	5682	100	87	6365	100	87	6841	100	91	6905	100	87	38%
Rémunération	Qué.	16,7	27,6	1,3	26,1	27,0	2,0	35,2	27,4	2,2	44,9	26,1	2,6	52,2	24,5	3,1	213%
000 000 $	Ont.	25,5	42,1	1,3	33,6	34,7	2,0	45,0	35,0	2,4	59,6	34,7	3,1	75,1	35,2	3,8	194%
	Can.	60,5	100	,9	96,8	100	1,5	128,7	100	1,7	171,9	100	2,3	213,1	100	2,7	251%

Source: S.C. 56-204

1. Les ajustements ne sont pas inclus. Ils diminuent les dépenses.

Tableau 2

Investissements nets en immobilisations(1)
Stations privées de télévision et de radio

	1979		1980		1981		1982		1983		Total	
	000 000 $	%	000 000 $	%	000 000 $	%	000 000 $	%	000 000 $	%	000 000 $	%
Québec	17,9	33,3	14,3	22,5	19,6	24,5	13,5	19,0	11,0	18,2	76,3	23
Ontario	16,9	31,5	18,7	29,6	24,5	30,6	20,9	29,5	21,3	35,3	102,3	31
Canada	53,6	100	63,0	100	80,0	100	70,5	100	60,3	100	327,4	100

Source: S.C. 56-204

1. Additions moins diminutions des immobilisations, touchant les activités de radiodiffusion.

Pour expliquer la baisse des investissements au Québec, il faudrait une analyse poussée de l'offre et de la demande de la télévision au Québec et au Canada.

Pour établir l'évolution de la taille moyenne des firmes, nous utilisons leurs recettes respectives.

Tableau 3

Recettes moyennes par firme
Stations privées de télévision
Canada = 100

	1974	1977	1979	1981	1983
Québec	130	121	115	109	102
Ontario	143	149	148	152	155
Canada	100	100	100	100	100

Source: Tableau 1

De 1974 à 1983, les recettes moyennes par firme privée ont augmenté de 174%, passant de 3,9 à 10,7 M $ (cf. tableau 1).

Si on compare cette moyenne à celle de l'ensemble du Canada, on réalise que la situation du Québec s'est détériorée, l'indice baissant de 130 à 102 de la moyenne canadienne. Durant la même période, celle de l'Ontario s'est améliorée. On note une augmentation de l'indice de 143 à 155 de la moyenne canadienne(1) (cf. tableau 3).

L'importance de l'industrie privée de la télévision sur l'économie du Québec, de l'Ontario et du Canada a crû au cours de la période étudiée. En effet, l'importance des quatre facteurs retenus, c.-à-d. la valeur ajoutée, les recettes, la main-d'oeuvre et la rémunération ont augmenté.

Tableau 4

Importance relative des stations privées de télévision sur l'économie Québec, Ontario et Canada

		1974		1977		1979		1981		1983	
Valeur ajoutée P.I.B.	Qué.	.09%	113	.10%	111	.12%	120	.13%	118	.12%	100
	Ont.	.05	63	.08	89	.09	90	.09	82	N.D.	
	Can.	.08	100	.09	100	.10	100	.11	100	.12	100
Recettes Ventes au détail	Qué.	.45%	105	.52%	96	.61%	100	.71%	103	.70%	90
	Ont.	.49	114	.57	100	.67	110	.74	107	.83	106
	Can.	.43	100	.54	100	.61	100	.69	100	.78	100
Main-d'oeuvre Emploi total	Qué.	.057%	103	.06%	102	.065%	107	.065%	105	.06%	90
	Ont.	.057%	103	.053	90	.054	89	.057	92	.061	91
	Can.	.055	100	.059	100	.061	100	.062	100	.067	100
Rémunérations Rém. totale	Qué.	.082%	108	.087%	109	.096%	110	.094%	106	1%	103
	Ont.	.076	100	.068	85	.075	86	.078	88	.085	88
	Can.	.076	100	.08	100	.087	100	.089	100	.097	100

Source: S.C. 50-204, 71-201, 13-201, 13-213, 11 003P.

(1) Cette situation s'explique par la plus forte augmentation du nombre de firmes (Québec + 31%; Ontario + 5% et Canada + 21%) liée par la plus faible augmentation des recettes (Québec + 255%: Ontario + 304% et Canada + 329%)

L'industrie des stations privées de télévision est relativement importante pour l'économie québécoise. Sur chaque 142 $ de vente au détail, un dollar provient de cette industrie. Pour le P.I.B. et les rémunérations totales, elle fournit un dollar par 1 000 $. Cependant, son apport de main-d'oeuvre à l'économie est comparativement moins important que celui de la rémunération; elle fournit de l'emploi à un travailleur québécois sur 1 700.

En comparant l'importance des quatre variables retenues sur l'économie du Québec à celle du Canada, on constate que c'est en 1979 que cette industrie avait le meilleur impact au Canada. Par la suite, la situation s'est détériorée et, en 1983, elle était même inférieure à celle du Canada pour l'importance des recettes et de la main-d'oeuvre sur l'économie.

En général, à l'exception de 1983, l'industrie privée de la télévision a plus d'impact sur l'économie québécoise que sur l'économie canadienne (cf. tableau 4).

2.1.1 Les recettes

Au total, de 1974 à 1983 inclusivement, les recettes de la télévision privée au Québec ont crû moins rapidement que celles de l'Ontario et du Canada. Cependant jusqu'en 1979, la croissance du Québec était similaire à celle du Canada. C'est ultérieurement que la position du Québec s'est détériorée pour baisser de 25 à 22%. La décroissance relative provient principalement d'une diminution de la publicité locale et nationale. Durant cette période, l'industrie ontarienne maintient son importance au Canada à 40%.

Au Québec, la structure des revenus diffère de celles de l'Ontario et du Canada. En effet, la publicité locale est d'une importance plus grande au Québec (au delà de 30% des recettes) qu'elle ne l'est en Ontario (10 à 15%) et au Canada (20 à 25%).

La publicité locale est celle qui est transmise pour le compte d'un annonceur local.

Tableau 5
Recettes
Stations privées de télévision
Québec, Ontario et Canada

000 000 $

		1974			1977			1979			1981			1983			
		$	%	% rec.	$	%	% rec.	$	%	% rec.	$	%	% rec.	$	%	% rec.	83 - 74 %
Publicité locale	Qué.	17,0	23	33,3	29,9	33,6	36,8	41,2	33,9	34,4	49,9	31,7	30,9	34,5	31,3	30,1	220
	Ont.	12,5	24	15,4	13,2	14,8	10,2	17,6	14,5	9,6	26,0	16,5	10,4	32,8	18,9	10,0	162
	Can.	51,4	100	26,5	88,9	100	26,9	121,4	100	25,7	157,6	100	24,2	173,9	100	20,9	238
Publicité nationale	Qué.	24,7	26	48,2	38,6	22,3	47,6	62,1	24,4	51,8	74,7	22,0	46,2	86,7	20,6	47,8	251
	Ont.	47,5	50	58,5	86,9	50,3	67,3	124,7	49,1	68,1	165,8	48,9	66,2	201,7	47,9	61,5	325
	Can.	95,6	100	49,4	172,8	100	52,1	254,0	100	53,8	339,2	100	52,0	421,2	100	50,5	340
Paiement Réseau	Qué.	5,7	28	11,2	8,4	17,3	10,3	11,9	18,4	10,0	18,2	19,6	11,3	24,0	16,5	13,2	321
	Ont.	13,1	40	16,2	17,8	36,6	13,8	22,4	34,6	12,2	30,2	32,5	12,1	47,8	32,9	14,6	265
	Can.	32,5	100	16,7	48,6	100	14,7	64,8	100	13,7	93,0	100	14,2	145,5	100	17,5	348
Droits de diffusion et de production	Qué.	3,3	28	6,5	3,8	21,0	4,7	3,7	13,0	3,1	11,4	22,1	7,0	13,3	16,2	7,3	303
	Ont.	6,9	59	8,5	10,7	59,1	8,3	17,4	61,1	9,5	26,9	52,0	10,7	42,2	51,3	12,9	511
	Can.	11,7	100	6,0	18,1	100	5,5	28,5	100	6,0	51,7	100	7,9	82,2	100	9,9	603
Autres	Qué.	,4	14	0,8	,5	20,0	0,6	,8	21,1	,7	7,4	67,9	4,6	2,9	27,9	1,6	625
	Ont.	1,1	39	1,4	,5	20,0	0,4	1,1	28,9	,6	1,4	12,8	0,6	3,2	30,8	1,0	190
	Can.	2,8	100	1,4	2,5	100	0,8	3,8	100	,8	10,9	100	1,7	10,4	100	1,2	271
Total	Qué.	51,1	26	100,0	81,2	24,5	100,0	119,7	25,3	100,0	161,6	24,8	100,0	181,4	21,8	100,0	255
	Ont.	81,1	42	100,0	129,1	39,0	100,0	183,2	38,8	100,0	250,3	38,4	100,0	327,7	39,3	100,0	304
	Can.	194,0	100	100,0	330,9	100	100,0	472,5	100	100,0	652,4	100	100,0	833,2	100	100,0	329

Source: S.C. 56-204 Radiodiffusion et télévision.

De plus, alors que la publicité nationale fournit près de 50% des recettes à la Télévision québécoise, l'Ontario en tire plus de 60% (cf. tableau 5). Cette situation s'explique par le plus grand nombre de sièges sociaux d'annonceurs en Ontario.

Par publicité nationale, nous entendons celle d'un annonceur national, dont le contrat est généralement conclu entre une agence de publicité et le représentant national des ventes ou d'un réseau.

2.1.2 Les dépenses

Pour l'ensemble de la période étudiée, les dépenses de la télévision québécoise ont augmenté plus rapidement que les recettes. (281% contre 255%). Au même taux (255%), les dépenses seraient inférieures de 10 M $. En 1983, une firme a payé en intérêts 7,2 M $ de plus qu'en 1982(1).

En Ontario et au Canada, durant la même période, la croissance des dépenses a été inférieure à celle des recettes qui est de 86% et de 32% respectivement.

Cependant, à l'exception de 1983, les recettes de l'industrie privée de la télévision québécoise ont eu au Canada une importance relative plus grande que celle des dépenses. D'ailleurs, pour cette période, le ratio québécois des dépenses sur les recettes a été plus faible que ceux correspondant de l'Ontario et du Canada.

En 1983, si la part de la dépréciation et des intérêts versés sur les recettes était restée au même taux qu'en 1981, la télévision privée du Québec aurait continué à être moins coûteuse (81% des recettes) que celles de l'Ontario et du Canada. De plus l'importance des dépenses québécoises par rapport à celles de l'ensemble du Canada serait de peu inférieure à celle des recettes.

---

(1) En maintenant en 1983 la même importance (%) au Canada qu'en 1974, la dépréciation et les intérêts versés et les dépenses de vente et de promotion seraient inférieures de 8 M $ et 4,3 M $ respectivement.

Relativement aux recettes, les frais généraux et d'administration de l'industrie québécoise ont eu durant cette période une supériorité croissante sur l'Ontario et l'ensemble du Canada. Au début, la supériorité n'était que de .5% alors qu'en 1983, elle est de 7.1%.

La taille des firmes, c.-à-d. le chiffre d'affaires par firme, n'explique pas cette situation car la dimension des établissements québécois se situe toujours entre celles de l'Ontario et du Canada (cf. tableau 1).

Enfin, la part des sommes consacrées à la production d'émissions dans l'industrie québécoise a décru par rapport à l'ensemble canadien passant de 20% à 16%. Au Québec, les frais de production se chiffrent à 35% des recettes alors qu'en Ontario, ils sont de 50%. Cependant on note une augmentation de 30 à 36% des recettes de 1981 à 1983 (cf. tableau 6).

2.1.3 La valeur ajoutée

C'est au Québec qu'on retrouve la plus forte proportion des recettes converties en valeur ajoutée, soit 60% et plus. Au Canada, on transforme environ 50% des recettes, en Ontario un peu moins.

La raison de cette supériorité provient relativement d'une masse salariale plus importante et de profits plus élevés avant impôt que ceux du Canada et de l'Ontario (cf. tableau 7).

L'importance de la masse salariale au Québec s'explique par des salaires moyens plus élevés soit 32 750 $, alors qu'en Ontario et au Canada, ils sont de 30 000 $ et 30 900 $ respectivement.

En outre, en 1983, l'industrie québécoise de la télédiffusion a la plus forte productivité[1] qui s'évalue à 67 500 $ comparativement à 61 000 $ pour l'industrie canadienne et ontarienne.

---

(1) La productivité se calcule en divisant la valeur ajoutée par le nombre d'employés.

Tableau 6
Dépenses
Stations privées de télévision
Québec, Ontario et Canada
000 000$

		1974			1977			1979			1981			1983			Δ 83-74
		$	%	%/rec	$	%	%/rec	$	%	%/rec	$	%	%/rec	$	%	%/rec	%
Production d'émissions	Qué	17.8	19.9	34.8	27.9	20.2	34.3	38.8	18.6	32.4	49.8	17.5	30.9	65.7	16.6	36.3	269
	Ont	48.3	54.1	58.1	60.5	43.8	51.7	93.3	44.6	50.9	125.1	44.2	50.0	171.2	42.2	52.2	217
	Can	89.3	100.0	46.0	138.0	100.0	41.7	209.1	100.0	44.3	283.3	100.0	43.4	396.4	100.0	47.5	343
Services techniques	Qué	5.5	30.7	10.8	8.8	32.1	10.8	10.9	33.4	9.1	13.8	32.2	8.5	11.3	24.0	6.2	105
	Ont	6.7	37.4	8.1	7.5	27.4	6.4	9.3	28.5	5.1	12.2	28.4	4.9	15.5	33.0	4.7	131
	Can	17.9	100.0	9.2	27.4	100.0	8.3	32.6	100.0	6.9	42.9	100.0	6.6	47.0	100.0	5.6	163
Vente et promotion	Qué	4.1	20.7	8.0	6.7	21.3	8.3	13.1	28.6	10.9	16.5	27.5	10.2	18.9	26.8	10.5	360
	Ont	9.3	47.0	11.2	12.1	38.5	10.3	16.0	34.9	8.7	20.9	34.8	8.3	24.1	34.2	7.4	159
	Can	19.8	100.0	10.2	31.4	100.0	9.5	45.8	100.0	9.7	60.0	100.0	9.2	70.5	100.0	8.5	256
Administration et frais généraux	Qué	9.4	27.5	18.4	16.2	28.1	20.0	23.8	31.1	19.9	28.5	28.5	17.6	35.4	29.1	19.5	276
	Ont	14.9	43.6	17.9	20.1	34.9	17.2	25.3	33.1	13.8	34.8	34.8	13.9	40.7	33.5	12.4	173
	Can	34.2	100.0	17.6	57.6	100.0	17.4	76.5	100.0	16.2	100.0	100.0	15.3	121.6	100.0	14.6	255
Dépréciation intérêts versés	Qué	3.6	24.2	7.0	5.9	26.3	7.3	7.3	26.3	6.1	13.9	30.2	8.6	22.7	37.5	12.5	530
	Ont	6.6	46.2	7.9	9.2	41.1	7.9	10.6	38.1	5.8	18.9	41.1	7.6	21.3	35.1	6.5	223
	Can	14.3	100.0	7.4	22.4	100.0	6.8	27.8	100.0	5.9	46.0	100.0	7.1	60.6	100.0	7.3	323
Total	Qué	40.4	23.0	79.0	65.5	23,7	80.7	93.9	24.0	78.4	122.5	23.0	75.8	154.0	22.1	85.0	281
	Ont	85.8	48.9	103.2	109.4	39.5	93.5	154.5	39.4	84.3	211.9	39.8	84.7	272.8	39.2	83.2	218
	Can	175.5	100.0	90.5	276.8	100.0	83.7	391.8	100.0	83.0	532.2	100.0	81.6	696.1	100.0	83.5	297

Source: S.C. 56-204 Radiodiffusion et télévision.

Les intérêts payés au Québec ont pris une certaine importance depuis quelques années. De 1979 à 1983, ils ont augmenté de 400%, ils sont passés de 3,3 à 16,6 M $. En 1983, relativement aux recettes, ils s'élèvent à plus du double de ceux de l'Ontario et du Canada. Cependant, pour l'année 1983, une firme québécoise a payé en intérêt une somme supérieure de 7,2 M $ à 1982.

2.2 Impacts totaux (directs et indirects) sur l'économie

Les résultats indiquent des ordres de grandeur plutôt que des valeurs exactes ou absolues. L'utilisation des structures de base du modèle permet d'évaluer les intéractions les plus significatives entre les secteurs de l'économie québécoise. Rappelons également que les résultats de cette étude n'ont pas de dimension temporelle véritable. Même si l'impact total dépend des dépenses évaluées en dollars de 1983 nous ne pouvons pas dire avec exactitude en combien de temps les effets calculés devraient se produire.

Sur les dépenses totales d'exploitation de 1983

L'impact total est calculé sur les dépenses totales d'exploitation de l'industrie privée de la télévision au Québec qui s'élèvent en 1983 à 181,4 M $.

Cette industrie a généré directement et indirectement sur l'économie du Québec 2 443 emplois pour une masse salariale de 67 M $ et une valeur ajoutée de 182 M $, soit 0,09% de l'emploi total, 0,13% des rémunérations totales et 0,2% du P.I.B. québécois en 1983.

Ainsi, en 1983, un travailleur sur 1 083, 1 $ sur 785 $ de salaires versés et 1 $ sur 500 $ de P.I.B. du Québec proviennent directement et indirectement de l'industrie privée de la télévision.

En outre, le gouvernement du Québec a reçu directement et indirectement en revenu 8,2 M $ d'impôts sur les salaires et gages, 3,8 M $ au titre de

Tableau 7
Valeur ajoutée
Stations privées de télévision
Québec, Ontario et Canada
000 000$

		1974			1977			1979			1981			1983			Δ 83-74
		$	%	%/rec	$	%	%/rec	$	%	%/rec	$	%	%/rec	$	%	%/rec	%
Salaires	Qué	16.7	27.6	32.7	26.1	26.7	32.1	35.2	27.4	29.4	44.9	26.1	27.8	52.2	24.5	28.8	213
	Ont	25.5	42.1	31.4	33.6	34.4	26.0	45.0	35.0	24.6	59.6	34.7	23.7	75.1	35.2	22.9	195
	Can	60.5	100.0	31.2	97.8	100.0	29.5	128.7	100.0	27.2	171.9	100.0	26.3	213.1	100.0	25.6	252
Amortissements et dépréciation	Qué	2.1	21.2	4.1	3.6	25.5	4.4	4.1	24.0	3.4	5.1	23.0	3.2	6.1	23.2	3.4	190
	Ont	4.5	45.5	5.5	5.5	39.0	4.3	6.5	38.0	3.5	7.9	35.6	3.2	9.4	35.7	2.9	108
	Can	9.9	100.0	5.1	14.1	100.0	4.3	17.1	100.0	3.6	22.2	100.0	3.4	26.3	100.0	3.2	165
Intérêts	Qué	1.5	34.0	2.9	2.3	27.7	2.8	3.3	30.8	2.8	8.8	37.0	5.4	16.6	48.4	9.2	1006
	Ont	2.1	47.7	2.6	3.7	44.6	2.9	4.2	39.3	2.3	11.0	46.2	4.4	11.9	34.5	3.6	466
	Can	4.4	100.0	2.3	8.3	100.0	2.5	10.7	100.0	2.3	23.8	100.0	3.6	34.3	100.0	4.1	679
Profits avant impôts	Qué	12.2	50.2	23.9	19.4	31.7	23.9	34.7	36.2	29.0	39.8	31.2	24.6	32.7	22.0	18.0	168
	Ont	(1.0)	-	-	22.0	35.9	17.0	33.1	34.6	18.1	41.0	32.1	16.4	57.8	38.9	17.6	-
	Can	24.3	100.0	12.5	61.2	100.0	18.5	95.8	100.0	20.3	127.7	100.0	19.7	148.5	100.0	17.8	511
Valeur ajoutée	Qué	32.5	32.8	63.6	51.4	28.3	63.2	77.3	30.6	64.6	98.6	28.5	61.0	107.6	25.5	59.4	231
	Ont	31.1	31.4	38.3	64.8	35.7	50.2	86.8	35.2	48.5	119.5	34.6	47.7	154.2	36.5	47.0	396
	Can	99.1	100.0	51.1	181.4	100.0	54.8	252.3	100.0	53.4	345.6	100.0	53.0	422.2	100.0	50.7	326

Source: S.C. 56-204 Radiodiffusion et télévision.

la parafiscalité et 2,7 M $ en taxes indirectes, soit une somme totale de 14,7 M $.

Comparaison avec le secteur manufacturier

Pour avoir une meilleure évaluation de l'impact de l'industrie privée de la télévision au Québec, nous comparerons les impacts globaux comprenant les effets directs et indirects, avec ceux du secteur manufacturier.

En opposant ces deux secteurs pour une production directe de 10 M $ on constate qu'à l'exception de l'emploi, l'industrie privée de la télévision est supérieure au secteur manufacturier (tableau 8).

En effet, l'industrie privée de la télévision dépense davantage en salaires, crée plus de valeur ajoutée et paie plus d'impôts et de taxes.

Une hausse ou une baisse d'activités dans l'industrie de la télévision privée a un effet plus marqué que dans le secteur manufacturier. (Cf. tableau 9).

En effet, le secteur de la télévision privée est celui qui paie de meilleurs salaires, 27 244 $ comparativement à 21 973 $ pour le secteur manufacturier. Il a, de plus, une très bonne productivité soit 74 282 $ contre 41 476 $ et il est celui qui rapporte le plus de recettes fiscales aux gouvernements: 13% contre 12% pour le secteur manufacturier. Cependant, le coût de création d'un emploi y est plus élevé soit 76 336 $ contre 67 114 $.

Les plus faibles importations du secteur de la télédiffusion expliquent en grande partie les plus fortes retombées de celle-ci sur le secteur manufacturier. En effet, sur une production de 10 M $, les importations occasionnées par l'industrie de la télévision ne s'élèvent qu'à 931 000 $ alors que celles provenant du secteur manufacturier à 3,7 M $. Ainsi, plus les importations sont fortes, plus les impacts économiques sont exportés.

Tableau 8

Impact économique d'une production de 10 000 000 $(1)
des secteurs manufacturier et télévision privée

Québec
000 $ de 1983

	Secteur manufacturier	Télévision
Main-d'oeuvre (pers/année)	149	131
Salaires et gages	3 265	3 569
Autres revenus bruts(2)	2 915	6 161
Valeur ajoutée(3)	(6 180)	(9 730)
Importations	3 664	931
Gouvernement du Québec		
Impôt	279	438
Parafiscalité(4)	302	205
Taxes indirectes	123	145
Sous-total - Québec	704	788
Gouvernement du Canada		
Impôt	235	352
Parafiscalité(4)	165	131
Taxes indirectes	161	36
Sous-total - Canada	561	519

Source: B.S.Q.

(1) Impact économique comprend les effets directs et indirects.

(2) Autres revenus bruts = amortissement, intérêts et profits.

(3) Valeur ajoutée = salaires et autres revenus bruts.

(4) Parafiscalité = cotisations des employeurs et des employés au R.R.Q., cotisations des employeurs à la C.S.S.T., cotisations des employeurs au financement des programmes de route et à la R.A.M.Q. La parafiscalité fédérale comprend aussi les contributions de l'employeur et de l'employé à la Commission de l'assurance-chômage.

Tableau 9

Ratios d'impacts économiques globaux
secteurs manufacturier et télévision privée

Québec
1983

	Secteur manufacturier	Télévision
Coût direct de production/ emploi total	67 114 $	76 336 $
Salaire direct et indirect moyen	21 913 $	27 244 $
Valeur ajoutée directe et indirecte/emploi total	41 476 $	74 282 $
Revenus fiscaux directs et indirects/production directe	12%	13%

Source: Tableau 8.

2.3 Rentabilité et risque financier

Rentabilité

L'industrie privée de la radio et de la télévision au Québec(1) est rentable lorsqu'on la compare à neuf autres secteurs. Trois des quatre ratios analysés le démontrent (cf. tableaux 10 et 11).

Les ratios du profit sur l'actif (8,8%) et du profit sur l'équité (20,8%) indiquent que l'industrie de la radio et de la télévision québécoise a l'avantage sur tous les autres secteurs analysés(2).

(1) Dans l'étude "Économie de l'industrie privée de la radio au Québec" de C. Garon, on montre que l'industrie de la radiodiffusion est en 1981, d'une faible rentabilité.

(2) Le ratio de profit sur équité est le plus important pour l'investisseur privé.

Quant au ratio des profits sur les ventes (11,5%), il n'y a que le secteur mines de fer (12,75%) qui lui soit supérieur.

Cependant le ratio des ventes sur l'actif (,77 fois) semble révéler une certaine sous-utilisation des actifs de l'industrie privée de la radio et de la télévision au Québec. En effet, au niveau national, les ventes de ce secteur sont équivalentes aux actifs.

Risque financier

L'industrie privée de la radio et de la télévision du Québec a des clients qui prennent en moyenne plus de temps à payer leurs dettes (71 jours). Cependant, ceux-ci remboursent plus rapidement que ceux du Canada (74 jours) (cf. tableaux 12 et 13).

La capacité de payer d'un secteur est déterminée par les taux de liquidité et de couverture des intérêts(1). Dans le taux de couverture, l'industrie de la radio et de la télévision québécoise (3,87 fois) a une position inférieure à la majorité des secteurs. Néanmoins, cette situation est corrigée par un taux de liquidité supérieur à la plupart des autres secteurs (disponibilités/exigibilités). Son taux de liquidité est de 1,86 fois.

Le ratio du passif(2) total sur équité et celui des emprunts bancaires sur équité dénotent le degré de risque dans le financement d'un secteur.

Dans l'industrie privée de la radio et de la télévision du Québec, le passif total (l'ensemble des dettes) est un peu supérieur à l'équité (de 34%) et les emprunts bancaires ne représentent que 19% de l'équité. Pour ces deux taux, cette industrie se maintient dans la moyenne observée des secteurs analysés.

---

(1) taux de couverture = $\frac{\text{profits avant impôts et intérêts + amortissements}}{\text{intérêts}}$

(2) passif total = dettes à court terme et long terme, excluant l'équité des actionnaires.

Tableau 10
Dynamisme
Radio et T.V. privées du Québec
Comparées à d'autres secteurs de l'économie

1981

	Agriculture	Mines de fer	Produits laitiers	Fibres synthé.	Pâtes et papier	Fonte et affinage	Peinture vernis	Transport	Canada Radio et T.V.	Québec	
										Radio et T.V.	T.V.
Profit sur actif %	3.68	7.67	8.02	2.36	8.05	7.60	7.12	3.67	7.8	8.8	N.D.
Profit sur vente %	4.56	12.75	2.52	1.47	9.29	8.88	4.00	2.16	7.8	11.5	13.8
Vente sur actif (fois)	.81	.60	3.19	1.61	.87	.86	1.78	1.70	1.00	.77	N.D.
Profit sur équité %	12.14	14.92	20.29	5.52	18.88	16.75	13.76	14.84	18.6	20.8	N.D.

Source: Statistiques sectorielles, D.G.S.E., MICT, 1984 et S.C. 56-204.

Tableau 11
Dynamisme
Des secteurs comparés à radio et T.V. privées du Québec
Radio et T.V. du Québec = 100

1981

	Agriculture	Mines de fer	Produits laitiers	Fibres synthé.	Pâtes et papier	Fonte et affinage	Peinture et vernis	Transport	Canada Radio et T.V.	Québec	
										Radio et T.V.	T.V.
Profit sur actif	42	87	91	27	91	86	81	41	89	100	N.D.
Profit sur vente	40	110	22	13	81	77	35	19	68	100	120
Vente sur actif	105	78	414	209	113	112	231	220	130	100	N.D.
Profit sur équité	58	72	97	27	91	81	66	71	89	100	N.D.

Source: tableau 1

Tableau 12
Risque financier
Radio et T.V. privées du Québec
comparées à d'autres secteurs de l'économie

1981

	Agriculture	Mines de fer	Produits laitiers	Fibres synthé.	Pâtes et papier	Fonte et affinage	Peinture et vernis	Transport	Canada Radio et T.V.	Québec	
										Radio et T.V.	T.V.
Comptes à recevoir (jours)	19	22	23	48	30	30	48	46	74	71	N.D.
Disponibilités/exigibilités (fois)	1.20	2.39	1.41	1.75	1.92	1.98	1.76	.87	1.24	1.86	N.D.
Passif total sur équité (fois)	2.30	.95	1.53	1.33	1.35	1.20	.93	3.04	1.40	1.34	N.D.
Emprunts bancaires sur équité (fois)	.50	.03	.23	.13	.10	.06	.29	.45	.17	.19	N.D.
1) Couverture des intérêts (fois)	2.98	5.07	6.19	3.16	6.19	7.35	5.42	4.04	5.48	3.87	4.11

Source: Statistiques sectorielles, D.G.S.E., Mict, 1984 et S.C. 56-204.

1) (Profits avant impôts et intérêts + amortissements) ÷ intérêts.

Tableau 13
Risque financier
Des secteurs comparés à radio et T.V. privés du Québec
Radio et T.V. du Québec = 100

	Agriculture	Mines de fer	Produits laitiers	Fibres synthé.	Pâtes et papier	Fonte et affinage	Peinture et vernis	Transport	Canada Radio et T.V.	Québec	
										Radio et T.V.	T.V.
Comptes à recevoir	27	31	32	68	42	42	68	65	104	100	N.D.
Disponibilités /exigibilités	65	128	76	94	103	106	95	46	66	100	N.D.
Passif total sur équité	172	71	114	99	101	90	69	227	104	100	N.D.
Emprunts bancaires sur équité	263	16	121	68	53	32	153	237	89	100	N.D.
1) Couverture des intérêts	77	131	160	82	160	190	140	104	142	100	106

Source: tableau 3

1) (Profits avant impôts et intérêts + amortissements) ÷ intérêts.

CONCLUSION

L'industrie privée de la télévision, un actif économique.

L'industrie privée de la télévision en plus d'être un excellent moyen de communication, d'information et de divertissement, est un actif important à l'économie québécoise.

Cette industrie est responsable de plusieurs milliers d'emplois, paie de très bons salaires, génère une valeur ajoutée surprenante et verse plusieurs millions $ en impôts. En outre, c'est un secteur attirant pour l'investisseur car très rentable.

Impact économique surprenant

En effet, l'industrie de la télévision privée apporte à l'économie du Québec un actif important. En 1983, elle a fourni au P.I.B. 107 M $ de valeur ajoutée, engagé 1 600 personnes à un salaire annuel de 52 M $ et a fait des profits (33 M $ avant impôts) sur lesquels elle a payé des impôts.

Cependant, depuis 1979, l'industrie de la télévision privée québécoise croît moins rapidement que dans l'ensemble du Canada. Ainsi de 1979 à 1983, son importance à l'échelle nationale a diminué de 2% en ce qui concerne les dépenses et les rémunérations, de 3% pour les recettes et la valeur ajoutée, de 4% pour la main-d'oeuvre, de 14% pour les profits bruts avant impôts et de 15% pour les investissements.

Toutefois, par rapport à l'économie québécoise, elle a augmenté son importance.

En 1983, cette industrie a fourni directement au P.I.B. 1 $ sur 833 $, et a employé elle-même une personne sur 1 700 travaillant au Québec.

À l'exception de 1983, l'industrie de la télévision privée a plus d'impact économique au Québec qu'au Canada.

La structure des recettes de la télévision québécoise diffère du reste du pays. Au Québec, les recettes provenant de la publicité locale sont plus fortes qu'au Canada alors que celles de la publicité nationale sont moins importantes même si elles représentent près de 50% des recettes québécoises.

De 1974 à 1983, les dépenses de la télévision privée du Québec ont crû plus rapidement que les recettes de 26%.

Cependant, à l'exception de 1983, ces dépenses demeurent proportionnellement moins élevées. Ce sont les intérêts versés qui expliquent en bonne partie la hausse relative des dépenses.

En analysant les dépenses, on réalise qu'au Québec les dépenses de production d'émissions sont moins importantes qu'en Ontario et au Canada, mais que les frais généraux et d'administration sont plus grands, progressant plus rapidement qu'au Canada.

En dernier lieu, c'est au Québec, qu'on retrouve la plus forte proportion des recettes converties en valeur ajoutée. La masse salariale et les profits avant impôts en sont les principales raisons.

De plus, en 1983, on constate une plus grande productivité au Québec. Cette situation s'expliquerait en partie par la plus forte importance de la masse salariale.

<u>Par 10 M $ de production, la télévision a plus d'impact total que le secteur manufacturier</u>.

À l'aide du modèle intersectoriel du Québec, nous connaissons les impacts directs et indirects d'une activité économique.

Ainsi, en 1983, pour une production directe de 181 M $, la télévision privée québécoise (effets directs + indirects) est responsable de 2 443 emplois, soit 1 travailleur sur 1 083, de 67 M $ de salaires (1 $ sur 785 $ versés) et de 182 M $ du P.I.B. (1 $ sur 500 $).

Pour une hausse de production directe de 10 M $, l'industrie privée de la télévision crée globalement (direct et indirect) une valeur ajoutée de 9,7 M $ contre 6,2 M $ pour le secteur manufacturier, verse des salaires de 3,6 M $ (3,3 millions pour le secteur manufacturier) et paie en impôts et taxes 1,3 M $ contre 1,2 M $. Cependant, elle emploie moins de personnes, 131 comparativement à 149.

Toutefois, l'industrie de la télévision a une meilleure productivité par emploi, 74 000 $, que le secteur manufacturier, 41 000 $. De plus, elle paie en moyenne directement et indirectement de meilleurs salaires, 27 000 $ comparativement à 22 000 $.

Un bon placement

Il apparaît intéressant d'investir dans l'industrie de la télévision et de la radio. En effet, les ratios des profits sur l'équité et des profits sur les actifs sont supérieurs à ceux des secteurs de l'agriculture, des mines de fer, des produits laitiers, des fibres synthétiques, des pâtes et papier, de la fonte et affinage, des peintures et vernis, des transports et de la radio et de la télévision canadienne.

LISTE DES ÉTUDES CONTRIBUTIVES AU RAPPORT SUR L'AVENIR DE LA TÉLÉVISION FRANCOPHONE. DISPONIBLES À LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC. JEAN SAVARD : 1-418-643-1529

Le doublage (Michèle Lagueux et Danielle Charron)

Les organismes d'aide à la production télévisuelle : Description et évaluation (Réal Gauthier)

La situation de la télévision francophone : Compte rendu des consultations des spécialistes en télévision (Gisèle Simard et Monique Caron-Bouchard)

Les goûts et les besoins des téléspectateurs : Compte rendu des consultations de groupes de téléspectateurs (Gisèle Simard et Monique Caron-Bouchard)

Étude sommaire du projet de règlement sur la télédistribution et la télévision par abonnement (Mireille Beaudet et Pierre Trudel)

Évolution récente de la câblodistribution au Québec : Télévision payante, canaux spécialisés, concurrence et infrastructures de redistribution (Claire Dussault, Henri Dupont et Jean-Pierre Pelletier)

Évolution de l'industrie de la production cinématographique indépendante (Michel Houle)

Le marché de la publicité télévisuelle au Québec : Estimations des recettes et prévisions pour 1985-1990 (Robert Gosselin, Hamid Baghdadi et Guy Rivest)

Économie de l'industrie de la télévision privée au Québec (Claude Garon)

Les Québécois francophones et l'écoute de la télévision (Christine Eddie)

Programmations francophones et anglophones : Le jeu de la concurrence (Christine Eddie)

La télévision francophone au Québec : Structure, comportement et performance (Alain Lapointe)

Évolution des exportations, des importations et des coproductions (Michèle Lagueux)

Portrait de l'industrie de la câblodistribution (Jean-Marc Veilleux)

Importance de la télévision au Québec (Céline Perron)

Les Québécois francophones et l'écoute de la télévision de langue anglaise : 1976-1984 (Luc Giroux et André H. Caron)